



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2021



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -21,856 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2021 s'élève à -21,856 Md€ contre -19,965 Md€ à fin janvier 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (-1,891 Md€) s'explique essentiellement

par une hausse des dépenses nettes de 3,609 Md€, une hausse des recettes nettes de 2,290 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,571 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 32,800 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,728 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,822 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,932 Md€), du programme « Vie de l'élève » (0,937 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,771 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,620 Md€, essentiellement au titre du programme « Equipement des forces » (2,532 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,898 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces (1,026 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,178 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,257 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 3,167 Md€, principalement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire » (2,689 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2021 s'élèvent à 32,800 Md€ contre 29,191 Md€ à fin janvier 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (+3,609 Md€) résulte essentiellement

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,221 Md€, principalement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,964 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,712 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,875 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,813 Md€) ;

► **Mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation** : 1,332 Md€, essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » (1,323 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,253 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Pouvoirs publics** : 0,994 Md€, principalement au titre du programme « Assemblée nationale » (0,518 Md€).

de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 3,722 Md€ (principalement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 3,019 Md€, mission créée par la LFR 1 en 2020).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 17,332 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 15,366 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,994 Md€, dont 0,916 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,405 Md€ d'autres taxes intérieures (dont 0,910 Md€ de TICFE et 0,487 Md€ de TICGN) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,663 Md€, dont 0,609 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **IR net** : 1,644 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,024 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,409 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-2,032 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,718 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 21,682 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2021 s'élèvent à 21,682 Md€ contre 20,436 Md€ à fin janvier 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,246 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes de

TICPE nette pour 1,089 Md€ et d'IS net pour 0,726 Md€.

Ces hausses sont partiellement compensées par une baisse des recettes d'IR net de 0,360 Md€.

Recettes non fiscales : 0,608 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2021 s'élèvent à 0,608 Md€ contre 0,458 Md€ à fin janvier 2020 à

périmètre courant. Cette évolution s'élève à +0,150 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -5,127 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2021 s'élèvent à -5,127 Md€ contre -6,018 Md€ à fin janvier 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (+0,891 Md€) s'explique par une baisse

des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,859 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2021 de l'UE).

Fonds de concours : 0,169 Md€

Les fonds de concours à fin janvier 2021 s'élèvent à 0,169 Md€ contre 0,165 Md€ à fin janvier 2020 à

périmètre courant. Cette évolution s'élève à +0,004 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -6,387 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,978 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,236 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF pour 1,222 Md€ et des impôts locaux sur exercice précédent pour 1,325 Md€) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2021 s'élève à -6,387 Md€ contre -5,816 Md€ à fin janvier 2020 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,571 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 0,693 Md€ (dont

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 0,561 Md€ (versements d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19).

une baisse de 0,561 Md€ du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » en raison de versements d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19).

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier : 2 062,001 Md€

La dette financière est en augmentation de 31,807 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 32,148 Md€). Le montant net des BTF a diminué de 0,323 Md€.



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2021	2020 retraité 2020 exécuté		
unité : million d'€					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 856	-21 856	-19 965	-19 965	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	32 800	32 800	29 191	29 191	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	17 332	17 332	15 042	15 042	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	1 644	1 644	2 004	2 004	
- IS *	151	151	-575	-575	
- TVA	15 366	15 366	15 417	15 417	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 387	-6 387	-5 816	-5 816	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-9 201	147 028			
Dette financière de l'Etat	31 807	2 062 001			

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	994	994	994	994
Dépenses de personnel	11 381	11 381	11 523	11 523
Dépenses de fonctionnement	6 567	6 567	6 939	6 939
Charges de la dette de l'Etat	274	274	218	218
Dépenses d'investissement	2 495	2 495	2 087	2 087
Dépenses d'intervention	10 985	10 985	7 263	7 263
Dépenses d'opérations financières	104	104	166	166
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	32 800	32 800	29 191	29 191
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 682	21 682	20 436	20 436
Recettes non fiscales	608	608	458	458
Prélèvements sur recettes	-5 127	-5 127	-6 018	-6 018
Fonds de concours	169	169	165	165
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	17 332	17 332	15 042	15 042
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	22 458	22 458	21 060	21 060
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-15 469	-15 469	-14 149	-14 149
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-31	-31	-110	-110
Solde des comptes de concours financiers	-6 469	-6 469	-5 776	-5 776
Solde des comptes de commerce	128	128	74	74
Solde des comptes d'opérations monétaires	-18	-18	-3	-3
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 387	-6 387	-5 816	-5 816
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-21 856	-21 856	-19 965	-19 965



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 381	11 381	11 523	11 523
Rémunérations d'activité	6 472	6 472	6 437	6 437
Cotisations et contributions sociales	4 880	4 880	5 060	5 060
Prestations sociales et allocations diverses	29	29	27	27
AUTRES TITRES	21 419	21 419	17 668	17 668
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	994	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 567	6 567	6 939	6 939
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 210	2 210	1 980	1 980
Subventions pour charges de service public	4 358	4 358	4 959	4 959
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	274	274	218	218
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	274	274	218	218
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 495	2 495	2 087	2 087
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 811	1 811	1 422	1 422
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	684	684	665	665
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 985	10 985	7 263	7 263
Transferts aux ménages	5 306	5 306	4 440	4 440
Transferts aux entreprises	3 280	3 280	605	605
Transferts aux collectivités territoriales	764	764	522	522
Transferts aux autres collectivités	1 635	1 635	1 697	1 697
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	104	104	166	166
Prêts et avances	1	1	60	60
Dotations en fonds propres	6	6	29	29
Dépenses de participations financières	97	97	76	76
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	32 800	32 800	29 191	29 191



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2021		Cumul à fin janvier 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
	unité : million d'€				
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	315	226	315	226	316
Action de la France en Europe et dans le monde	289	203	289	203	125
Diplomatie culturelle et d'influence	8	8	8	8	116
Français à l'étranger et affaires consulaires	18	16	18	16	75
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	278	275	278	275	278
Administration territoriale de l'Etat	163	155	163	155	145
Vie politique, culturelle et associative	17	16	17	16	23
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	98	104	98	104	110
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	225	212	225	212	281
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	148	136	148	136	209
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	32	32	32	32	29
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	44	45	44	44
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	257	365	257	365	443
Aide économique et financière au développement	0	109	0	109	89
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	257	257	257	257	354
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 428	1 332	1 428	1 332	12
Liens entre la Nation et son armée	3	1	3	1	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 404	1 323	1 404	1 323	4
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	22	8	22	8	7
COHESION DES TERRITOIRES	12 370	804	12 370	804	1 563
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	5	0	5	0	0
Aide à l'accès au logement	12 366	799	12 366	799	1 516
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1	3	1	3	1
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0	0	0	26
Interventions territoriales de l'Etat	-2	1	-2	1	4
Politique de la ville	0	0	0	0	16
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	93	47	93	47	48
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	36	30	36	30	31
Conseil économique, social et environnemental	40	0	40	0	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	18	17	17
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	193	81	193	81	133
Patrimoines	16	23	16	23	64
Création	105	1	105	1	11
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	58	57	58	57	58
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	15	0	15	0	0
DEFENSE	3 292	5 620	3 292	5 620	5 455
Environnement et prospective de la politique de défense	43	165	43	165	144
Préparation et emploi des forces	993	1 026	993	1 026	825
Soutien de la politique de la défense	2 164	1 898	2 164	1 898	2 069
Equiperment des forces	92	2 532	92	2 532	2 416
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	58	47	58	47	47
Coordination du travail gouvernemental	43	33	43	33	34
Protection des droits et libertés	16	14	16	14	13
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 171	1 253	2 171	1 253	1 229
Infrastructures et services de transports	270	123	270	123	150
Affaires maritimes	65	16	65	16	14
Paysages, eau et biodiversité	51	14	51	14	2
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	415	139	415	139	141
Prévention des risques	67	13	67	13	11
Energie, climat et après-mines	352	73	352	73	160
Service public de l'énergie	537	495	537	495	371
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	408	374	408	374	380
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	6	6	6	6	0



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2021		Cumul à fin janvier 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ECONOMIE	149	95	149	95	138
Développement des entreprises et régulations	101	53	101	53	94
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	32	36	32	32
Stratégies économiques ⁽²⁾	11	10	11	10	12
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	284	278	284	278	218
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	268	268	268	268	218
Appels en garantie de l'Etat	6	0	6	0	0
Epargne	10	10	10	10	0
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 916	6 728	6 916	6 728	6 452
Enseignement scolaire public du premier degré	1 932	1 932	1 932	1 932	1 922
Enseignement scolaire public du second degré	2 824	2 822	2 824	2 822	2 802
Vie de l'élève	956	937	956	937	711
Enseignement privé du premier et du second degrés	805	771	805	771	757
Soutien de la politique de l'éducation nationale	270	156	270	156	166
Enseignement technique agricole	129	111	129	111	93
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	901	817	901	817	838
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	652	597	652	597	627
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	123	95	123	95	93
Facilitation et sécurisation des échanges	127	124	127	124	118
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	206	122	206	122	122
Immigration et asile	201	122	201	122	122
Intégration et accès à la nationalité française	5	0	5	0	0
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 001	739	1 001	739	736
Justice judiciaire	340	312	340	312	255
Administration pénitentiaire	295	330	295	330	257
Protection judiciaire de la jeunesse	169	59	169	59	56
Accès au droit et à la justice	161	4	161	4	142
Conduite et pilotage de la politique de la justice	36	35	36	35	25
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	33	33	33	33	26
Presse et médias	33	33	33	33	26
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	53	56	53	56	25
Emploi outre-mer	28	16	28	16	14
Conditions de vie outre-mer	25	40	25	40	11
Plan de relance ⁽¹⁾	388	9	388	9	0
Écologie ⁽¹⁾	219	8	219	8	0
Compétitivité ⁽¹⁾	168	1	168	1	0
Cohésion ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	3 125	3 167	3 125	3 167	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	330	330	330	330	0
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	2 690	2 689	2 690	2 689	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	105	105	105	105	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la covid-19 ⁽¹⁾	0	43	0	43	0
POUVOIRS PUBLICS	994	994	994	994	994
Présidence de la République	105	105	105	105	105
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	12	12	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2021		Cumul à fin janvier 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	16 549	4 178	16 549	4 178	4 188
Formations supérieures et recherche universitaire	12 909	3 257	12 909	3 257	3 202
Vie étudiante	683	465	683	465	284
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 277	38	1 277	38	35
Recherche spatiale	475	119	475	119	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 184	276	1 184	276	606
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	2	0	2	39
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	22	22	22	21
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 401	926	5 401	926	851
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 711	604	3 711	604	615
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	742	136	742	136	138
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	947	186	947	186	98
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-8	21	-8	21	9
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-7	20	-7	20	8
Concours spécifiques et administration	-1	1	-1	1	1
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	12 847	12 850	12 847	12 850	13 868
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 944	11 947	11 944	11 947	13 324
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	903	903	903	903	544
SANTE	78	25	78	25	17
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	78	25	78	25	17
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	1 838	1 712	1 838	1 712	1 690
Police nationale	870	875	870	875	893
Gendarmerie nationale	901	813	901	813	761
Sécurité et éducation routières	2	1	2	1	2
Sécurité civile	65	23	65	23	34
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	21 432	2 221	21 432	2 221	2 259
Inclusion sociale et protection des personnes	9 637	964	9 637	964	986
Handicap et dépendance	11 164	980	11 164	980	983
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	630	277	630	277	291
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	59	10	59	10	161
Sport	60	10	60	10	14
Jeunesse et vie associative	-1	0	-1	0	147
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0
Transformation et fonction publiques⁽²⁾	57	2	57	2	3
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	2	0	2	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	0	0	0	0	1
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Fonction publique	57	0	57	0	1
TRAVAIL ET EMPLOI	1 628	405	1 628	405	661
Accès et retour à l'emploi	1 470	354	1 470	354	493
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	107	0	107	0	117
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	0	1	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	50	50	50	50	52
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	94 613	45 650	94 613	45 650	43 059
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	81 766	32 800	81 766	32 800	29 191

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€				
Impôt sur le Revenu (A)	7 330	7 330	7 681	7 681
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	115	115	117	117
Impôt sur les sociétés (C)	1 044	1 044	1 251	1 251
Impôt sur les sociétés	1 033	1 033	1 233	1 233
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	11	11	18	18
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 663	1 663	1 363	1 363
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	100	100	107	107
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	321	321	389	389
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	92	92	111	111
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	72	72
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	12	9	9
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	609	609	628	628
Taxe sur les services numériques	5	5	32	32
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	463	463	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	12	12	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Recettes diverses	45	45	13	13
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 226	1 226	132	132
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	20 161	20 161	20 409	20 409
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 994	2 994	3 350	3 350
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	62	62	56	56
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	14	20	20
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	7	11	11



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	297	297	324	324
Mutations à titre gratuit par décès	619	619	680	680
Contribution de sécurité immobilière	74	74	79	79
Autres conventions et actes civils	37	37	36	36
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	44	44	49	49
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	21	21	21	21
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	7	7	8	8
Timbre unique	34	34	53	53
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 405	1 405	1 596	1 596
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	4	4	2	2
Taxe générale sur les activités polluantes	2	2	1	1
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	2	4	4
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	2	6	6
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	5	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	55	55	65	65
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	5	5	54	54
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	27	27	35	35
Prélèvement sur les paris sportifs	78	78	45	45
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	10	7	7
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	152	152	119	119
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	30	30	68	68
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 532	34 532	34 304	34 304
TOTAL GENERAL (net de R&D)	21 682	21 682	20 436	20 436

(1) Création en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	14	14	4	4
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	14	14	4	4
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	177	177	63	63
Revenus du domaine public non militaire	18	18	14	14
Autres revenus du domaine public	2	2	0	0
Revenus du domaine privé	8	8	31	31
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	149	149	17	17
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	107	107	108	108
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	106	106	107	107
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0
Autres recettes diverses	0	0	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	32	32	15	15
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	2	1	1
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	2	2	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	20	20	13	13
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	1	1	1



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	147	147	100	100
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	61	61	2	2
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	5	5
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	38	38	46	46
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	131	131	168	168
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	0	1	1
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	2	2	12	12
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	2	2
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	1	1	1	1
Recouvrements après admission en non-valeur	11	11	12	12
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	2	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	2	5	5
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	60	60	63	63
Produits divers	1	1	11	11
Autres produits divers	48	48	57	57
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	608	608	458	458

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 409	-2 409	-2 441	-2 441
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 032	-2 032	-2 040	-2 040
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-108	-108	-146	-146
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	0	0
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-238	-238	-246	-246
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-12	-12	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-9	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-8	-8	-8
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	-2	-2	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 718	-2 718	-3 577	-3 577
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 127	-5 127	-6 018	-6 018
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	133	133	120	120
Fonds de concours - coopération internationale	36	36	45	45
TOTAL FONDS DE CONCOURS	169	169	165	165

⁽¹⁾ Création en LFI 2021



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2021	2020 exécuté	2021	2020 exécuté	2021	2020 exécuté
unité : million d'€								
Comptes d'affectation spéciale	4 860	4 829	4 860	4 907	4 829	4 798	-31	-110
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	2	84	2	8	84	87	82	79
Développement agricole et rural	0	6	0	0	6	3	6	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	31	30	31	30
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	7	33	7	123	33	47	26	-76
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	28	107	28	13	107	0	79	-13
Pensions	4 823	4 567	4 823	4 763	4 567	4 631	-256	-132
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de concours financiers	9 871	3 403	9 871	9 147	3 403	3 371	-6 469	-5 776
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	561	0	561	0	0	0	-561	0
Avances à l'audiovisuel public	310	163	310	316	163	173	-147	-143
Avances aux collectivités territoriales	8 978	3 236	8 978	8 830	3 236	3 195	-5 741	-5 634
Prêts à des Etats étrangers	0	4	0	0	4	3	4	3
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	23	0	23	2	0	0	-23	-2
Comptes de commerce	377	506	377	321	506	395	128	74
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	39	2	39	31	2	23	-37	-8
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11	13	11	11	13	15	2	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1	1	1	1	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	16	72	16	17	72	33	56	16
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	306	410	306	227	410	319	104	92
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	6	3	3	6	4	3	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	1	1	2	1	1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	32	0	0	0	-32
Comptes d'opérations monétaires	42	25	42	28	25	25	-18	-3
Emission des monnaies métalliques	18	2	18	5	2	1	-16	-3
Opérations avec le Fonds Monétaire International	24	23	24	23	23	24	-1	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 151	8 762	15 151	14 404	8 762	8 589	-6 389	-5 815
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 126	8 739	15 126	14 381	8 739	8 565	-6 387	-5 816

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	5	198
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-178	335
		Total organismes à caractère financier	717	-173	544
		Régions	4 531	-15	4 516
		Départements	8 247	-243	8 004
	CEPL	Communes	26 806	-247	26 560
		HLM	137	-74	64
		Autres	27 904	486	28 390
		Total CEPL	67 626	-92	67 535
		Etablissements publics de santé	7 642	376	8 017
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-11 455	17 761
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	62	16 413
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	2 126	6 410
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	-251	1 475
		Total établissements publics nationaux	51 577	-9 519	42 059
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-265	14 959
		Union européenne	2 145	-260	1 886
		Fonds et Fondations	58	6	64
	GIP	964	4	968	
	EPL	2 510	649	3 159	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	7 684	73	7 757	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	0	48	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	732	11 995	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	-9 200	146 994	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		35	-1	34
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		35	-1	34
Total Passif (A)			156 230	-9 202	147 028
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			156 229	-9 201	147 028



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	31 825	2 032 811
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	32 148	1 871 526
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	32 148	1 871 526
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	29 790	1 649 158
- <i>taux variable</i>	199 932	2 370	202 302
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	-323	161 285
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	-323	161 285
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-18	29 190
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	31 807	2 062 001



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2020 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.